

Intro AG Lyon 1, 26/01/2023

Nous sommes aujourd'hui dans cet amphi pour réaffirmer collectivement notre opposition au projet de réforme qui va à l'encontre des intérêts des travailleuses et travailleurs en décalant l'âge légal de départ en retraite à 64 ans et en allongeant la durée de cotisation.

Cette réforme est injuste, va toutes et tous nous frapper de plein fouet, et plus particulièrement celles et ceux qui ont commencé à travailler tôt, les plus précaires, celles et ceux dont la pénibilité des métiers n'est pas reconnue, puisqu'actuellement, à 62 ans, 25% des hommes les plus pauvres sont déjà morts. Les femmes seront encore une fois de grandes perdantes, elles aussi, car avec la modification de la prise en compte des trimestres où elles sont arrêtées pour grossesse et congés maternités, elles vont devoir travailler en moyenne 7 à 8 mois de plus que les hommes pour avoir une carrière complète. Sachant que déjà maintenant, elles sont plus de 30% à partir avec une carrière incomplète, et des pensions 40% plus faibles que celles des hommes. Ce sont donc des écarts qui vont encore s'accroître. C'est donc, en plus de tout, une réforme sexiste.

Et en plus d'être injuste et sexiste, cette réforme est inutile : notre système de retraites par répartition n'est pas en danger et rien ne justifie une réforme aussi injuste et brutale. Contrairement aux assertions du gouvernement, l'état de notre système de retraite est loin d'être inquiétant. Un excédent de 900 millions d'euros a été dégagé en 2021, alors qu'un déficit était projeté. Le Conseil d'orientation des retraites estime également qu'il n'y a pas de dynamique non contrôlée des dépenses de retraite. Et le déficit de 2 milliards annoncé pour 2031 qui sert aussi de prétexte à cette réforme pourrait très facilement être comblé : l'ISF, du temps où il existait, rapportait justement 2 milliards par an. Par ailleurs, une augmentation des salaires renflouerait également les caisses de la sécu. Ce n'étaient que 2 exemples de façon de renflouer les caisses sans qu'on ait besoin de travailler ni davantage ni jusqu'à la mort, mais il y en a de nombreuses autres.

La première journée de grève interprofessionnelle et de mobilisation, jeudi 19 janvier, a été un succès massif avec 2 millions de travailleurs et travailleuses, du public comme du privé, de jeunes et de retraités dans les rues.

Il y a également un large soutien de la population : la pétition intersyndicale contre la réforme des retraites rassemblait ce matin presque 770 000 signatures et pour rappel, 90% du monde du travail rejette la réforme et 2/3 de la population soutient les mobilisations. Si vous ne l'avez pas encore signée, nous vous y invitons.

Nous rappelons également qu'il existe une caisse de grève à Lyon 1, si vous hésitez à participer aux journées de grève pour raison financières, sachez que vous pourrez récupérer jusqu'à 50€ par jour.

Attachées à un meilleur partage des richesses, les organisations syndicales n'ont eu de cesse pendant la concertation avec le gouvernement de proposer d'autres solutions de financement. Jamais le gouvernement, arc-bouté sur son projet, ne les a étudiées sérieusement : le gouvernement et le Medef veulent juste nous faire travailler davantage. Point barre. L'état des caisses de retraites n'est qu'un prétexte.

Il faut multiplier, d'ici le 31 janvier, date de la prochaine journée de grève, les actions et initiatives partout sur le territoire, dans les entreprises et services, dans les lieux d'étude, y compris par la grève, afin de maintenir la pression sur le gouvernement pour qu'il renonce

définitivement à ce projet complètement inique. C'est la raison pour laquelle nous avons organisé cette AG afin de voir ce que l'on peut faire sur Lyon 1, car ce n'est pas juste une grande journée de rassemblement et de manifestations qui les fera reculer, il y aura besoin d'un grand mouvement de l'ensemble du monde du travail.

Comme nous sommes en nombre, nous allons limiter le temps de parole à 2 minutes par personne. Si vous avez des propositions d'action, pensez que nous avons des situations très différentes (étudiant.es ; biatss dont le temps de travail est très contrôlé, enseignants, enseignants-chercheurs, etc.) et que tout le monde ne pourra pas participer de la même façon.